CHEMS-EDDINE CHITOUR, PROFESSEUR ÉMÉRITE

«Pour sauver le pays, il faut passer

En matière de consommation énergétique, «si nous ne faisons pas attention, nous serons déstabilisés», à terme, a indiqué le professeur émérite Chems-Eddine Chitour, docteur ingénieur, docteur ès sciences et directeur du Laboratoire de valorisation des énergies fossiles à l'Ecole polytechnique d'Alger (ENP). Estimant que le pays «manque de visibilité concernant la transition énergétique que nous devons mettre en place», le professeur Chitour plaidera dans cet entretien pour la rationalisation de la consommation énergétique, le passage d'un modèle d'«ébriété» à celui de la «sobriété». L'opportunité selon cet universitaire en thermodynamique et économie d'énergie de plaider la mise en œuvre d'une stratégie énergétique, le réajustement des tarifs et la promotion des énergies renouvelables. Cela, tout en insistant sur la nécessité de bien en expliquer les enjeux aux Algériens, de manière pédagogique, graduelle et consensuelle. Chems-Eddine Chitour explicitera à titre d'exemple l'utilité de la carte-carburant, une carte à puce qui fixe un plafond annuel de consommation des carburants sur la base d'un prix administré mais revu légèrement à la hausse.

Entretien réalisé par Cherif Bennaceur

***Le Soir d'Algérie* : Comment se présente la situation énergétique du pays ?**

Pr Chems-Eddine Chitour : La situation est délicate. Nos dépenses sont supérieures à nos entrées en devises. Actuellement, nous sommes, à peu près, à 58 dollars le baril. Nous avons perdu l'équivalent de 60 dollars depuis un an. Ce qui veut dire que, dans le meilleur des cas, nos recettes tourneraient, à la fin de l'année, autour de 40 milliards de dollars. Donc, on ne peut pas, de cette façon, continuer à dépenser comme par le passé. Avec une facture des importations qui tourne autour de 60 milliards de dollars, il y aura forcément un déficit. Comment on compense ce déficit ? En puisant évidemment dans le Fonds spécial (Fonds de régulation des recettes). La Banque d'Algérie vient de tirer la sonnette d'alarme en nous informant que 19 milliards de dollars ont été nécessaires pour équilibrer les dépenses. C'est normal qu'on dise que si nous continuons à ce rythme, dans trois ans nous serons en butée. Avec l'arrivée d'au moins 1 million de barils/jour iranien qui vont tirer encore plus le pétrole vers le bas, ce serait un miracle si le niveau des prix se stabilise à 55-60 dollars. Est-ce la solution de pomper de façon frénétique ou faut-il prendre le risque de dire la vérité aux Algériens en leur proposant un nouveau paradigme qui nous permette de consommer beaucoup moins en consommant mieux ?

L'Algérie est dépendante des hydrocarbures à 100%. Pourra-t-elle encore en dépendre ? Justement, quelle évaluation faites-vous de la situation du marché pétrolier mondial ?

La tendance globale, historique et géologique, c'est que le pétrole est sur une tendance baissière. L'opulence actuelle et qui peut durer fait apparaître un excédent de l'offre qui est dû principalement à trois facteurs. La situation de l'énergie aux Etats-Unis, le ralentissement de la croissance même en Chine ainsi que les facteurs géopolitiques déstabilisants orchestrés par l'Arabie Saoudite qui veut régenter elle seule le marché, l'Opep étant virtuellement morte depuis qu'elle a perdu son marker crude «l'Arabian Light» au profit du Brent. Nous avons dépassé le peak-oil (pic pétrolier, le moment où la production plafonne avant de commencer à décliner du fait de l'épuisement des réserves exploitables) dans beaucoup de pays et notamment en Algérie pour les puits exploités dans le monde. Ce qui veut dire forcément que le pétrole, le gaz, les énergies fossiles vont devenir de plus en plus chers. Nous vivons, présentement, une situation spéciale. La perturbation du marché par les Etats-Unis est due à l'augmentation de la production de pétrole et de gaz de schiste. D'aucuns disent que le développement du gaz de schiste est une bulle, et qu'à un moment ou à un autre, elle va exploser. Les gisements américains aussi bien conventionnels et non-conventionnels sont sur le déclin. Ce qui signifie que dans l'attente de ce déclin, les prix vont chuter encore plus surtout avec le retour de l'Iran, peut-être de la Libye et même de l'Irak. Cette attente peut être catastrophique pour notre pays qui est mono-exportateur dépendant à 98% du pétrole. Mais que l'on ne s'y trompe pas, nous n'exportons pas de la richesse fruit de notre labeur, voire de notre intelligence. Nous exportons des minerais (phosphates, fer…), des dattes, du vin. Bref, principalement des produits du sol et du sous-sol si on excepte les exportations encourageantes.

Photo : DR

Professeur Chems-Eddine Chitour.

Soit un autre choc externe pour l'Algérie comme en 1986 ?

Si on ne fait rien, c'est la situation de 1986 qui risque de se reproduire, avec toujours le même pays pour nous déstabiliser. En 1986, l'Arabie Saoudite voulait concurrencer les hors-Opep (principalement le Royaume-Uni) en noyant le marché. Résultat des courses, le pétrole est descendu au-dessous de 10 dollars le baril et un petit pays comme l'Algérie a perdu 18 milliards de dollars entre 1986 et 1990. En raison de l'augmentation de l'offre de l'Arabie Saoudite, les prix de l'or noir ont chuté. Nous avons été obligés de nous endetter pour importer de la nourriture. Mais les prêts pour «manger» sont beaucoup plus chers que ceux pour investir. Nous avons subi des plans d'ajustement plusieurs fois. Certes, avec la remontée des prix, nous avons bénéficié d'une manne inouïe depuis 2001, quelque 750 milliards de dollars. Soit au total, près de 1 000 milliards depuis l'indépendance. Mais force est de constater que ces 750 milliards de dollars, nous ne les avons pas investis. On a fait beaucoup de social (construction de 3 millions de logements, achats de véhicules… feuilleton de l'autoroute). C'est bien. Mais j'observe que l'Algérien de 2014, de 2015 croit que tout lui est dû sans effort, il pense que c'est sa part de pétrole. Or, regardez la Norvège qui dispose d'un Fonds spécial de 250 milliards de dollars et dont les exportations d'hydrocarbures ne représentent que 25% des ventes. Chez nous, les exportations représentent 98%. A part cela, nous n'exportons que 100 millions de dollars de richesses créées, comparativement à 60 milliards de dollars de ventes. Ajoutez à cela la facture alimentaire (8 milliards de dollars), le coût des services. Nous allons droit dans le mur !

C'est un scénario assez sombre que vous évoquez…

Regardez l'état de la consommation énergétique dans le pays. Dans les hydrocarbures, nous consommons 1,2 tonne de pétrole par habitant, par an. Dans ces conditions, on ne peut pas continuer comme ça. Le meilleur gisement de l'Algérie est celui des économies d'énergie que l'on peut évaluer à 25%. Concernant l'électricité, l'on observe 7 à 10% d'augmentation de la consommation, soit 1 300 kWh/h/an. Le plan de développement des énergies renouvelables de 22 000 mW projetés à l'horizon 2030 est pratiquement impossible à atteindre, parce que le rythme de construction de ces usines, le rythme de mise en place du plan solaire ne permettent pas de construire un minimum de 1 500 mW/an. On sait seulement que 500 mW de solaire vont être installés sans transfert de savoir-faire par les Chinois. Et après ? Mais il n'y a pas une industrie de création de richesses dans ce domaine. Nous faisons dans l'urgence. L'on compte construire 8 000 mW de centrales thermiques, alimentées à partir du gaz naturel. C'est une erreur de croire que le gaz naturel sera là ad vitam æternam (à jamais). La réalisation d'une telle centrale nécessite 40 ans. Qui garantit que le gaz naturel sera là d'ici 2055 ? C'est un problème de fond. J'ai bien peur que le plan énergie renouvelable n'intéresse pas les responsables de l'énergie, d'autant, et c'est ma conviction, la transition énergétique vers le développement durable est une nouvelle vision de société basée sur la sobriété en toutes choses, les économies multiformes, la nécessité de donner une seconde vie aux choses. Mais aussi en n'étant pas obnubilé par l'éphémère, telle cette incitation à bavarder dans le vent avec un budget publicitaire faramineux (2 milliards de $) tandis que l'agence chargée des économies d'énergie n'a pas de budget pour inciter les Algériens et les Algériennes à ne pas gaspiller, ceci dans l'attente de la vérité des prix de l'énergie…

Comment résoudre ce problème ? En sommes-nous conscients ?

Il serait opportun de parler alors d'une stratégie énergétique, d'une transition énergétique. Il faut passer d'une situation d'ébriété en toutes choses notamment énergétique vers une situation de sobriété énergétique. L'ébriété, c'est quand tout est gratuit et qu'il n'y a pas de garde-fous. L'aide, le soutien des prix profite aux classes aisées à 78% et à 22% aux classes démunies. Il y a là quelque chose qui ne va pas ! D'un côté, certains vous disent que c'est «la révolution» si vous agissez. Mais si l'on fait de la pédagogie, si vous expliquez de quoi il s'agit, ce sera différent. Sachez que le kWh en France, c'est l'équivalent de 60 dinars. Ici, c'est à 6 dinars ! Le mètre cube d'eau, c'est 4,5 euros, l'équivalent de 600 dinars contre 60 dinars ici, soit 100 fois plus cher. Le litre d'essence en Europe, c'est 1,6 à 1,7 euro, soit dix fois plus cher qu'en Algérie. Au Maroc et en Tunisie, c'est 0,8 euros le litre. Comment voulez-vous qu'il n'y ait pas d'hémorragie aux frontières ? Nous avons acheté pour 3,5 milliards de dollars en 2014 à l'étranger avec un gasoil à 1 dollar le litre que nous bradons, 7 fois moins cher.

Situation irrémédiable ?

Rien n'est irréversible si on s'y prend à temps ! Nos ressources ne sont pas infinies. Expliquons simplement la situation. Nous avons 12 milliards de barils de pétrole d'après BP 2014, et au rythme de consommation moyen de 1 million de barils/jour en l'absence de découvertes majeures, nous en avons pour 15 ans. Nous avons 4 000 milliards de m^3 de gaz naturel dont on a consommé quelque 2 000 milliards. A la cadence actuelle, si on continue sur le même rythme, nous consommerons 100 milliards de m^3 par an, sans prendre en considération ce qui peut être exporté. Nous en avons pour 20 ans. Or, le rythme de consommation est trop effréné, il n'y a pas d'efficacité énergétique. On gaspille beaucoup. Parce que c'est gratuit ! Regardez les transports, la circulation routière, les embouteillages. Nous avons noté que les bouchons dans les trois grandes villes font perdre 150 millions de dollars au pays ! Pour chaque heure passée dans les embouteillages, c'est quelque 0,5 litre d'essence qui est perdu. Soit un litre perdu en deux heures d'attente. Il y a 500 000 véhicules qui circulent de manière continue, soit 500 000 litres d'essence qui partent en fumée chaque jour. Regardez le secteur du commerce, c'est devenu par la force des choses une passoire. N'importe quoi rentre. Nous importons des climatiseurs qui consomment 3 fois plus que la norme. Au lieu d'acheter des climatiseurs de type A ou A+, nous importons des appareils de type H ou G. A la limite, c'est une question de coût. Nous achetons des fours qui consomment quatre fois plus que ceux de marques réputées. Ça ne fait rien, l'électricité est gratuite.

L'État est-il défaillant ?

Dans ce domaine, il faut des normes. Il faut que tout ce qui rentre corresponde aux normes. Le domaine des voitures aussi. En France, les véhicules qui consomment plus de 120 grammes de CO_2 au kilomètre sont interdits. En Algérie, la moyenne est de 145 grammes pour les véhicules qui rentrent. C'est-à-dire qu'on perd 20% d'énergie d'essence pour rien. Qu'est-ce qui empêche l'Etat de dire aux concessionnaires dans le cadre d'une concertation qu'à partir de 2016, ne seront admis que les véhicules consommant moins de 120 grammes ? Ce qui permettra de réduire la pollution et de répondre aux normes internationales.